

**Climat - One Planet Summit -
Réponse de M. Nicolas Hulot,
ministre d'État, ministre de la
transition écologique et solidaire, à
une question d'actualité au Sénat**
(Paris, 14 décembre 2017)

(Question sur les négociations internationales sur le climat)

Madame la Sénatrice, loin de moi l'idée de verser dans l'autosatisfaction, parce que la situation, notamment en Afrique, exige qu'on en fasse beaucoup plus. Croyez-moi, avant de crier victoire, il faudra encore attendre, malheureusement.

À ce stade, le One Planet Summit, qui s'est conclu par douze engagements - vous en avez rappelé quelques-uns -, va permettre, je l'espère, de changer d'échelle avec l'engagement de fonds souverains ou de la Banque mondiale, que vous avez évoquée. Les choses vont donc changer, me semble-t-il.

Vous avez raison, en matière de financements, il faut faire beaucoup plus et mieux mobiliser les ressources. Faire plus, c'est l'engagement de la France de consacrer 1,5 milliard d'euros à l'adaptation en 2020 - on le doit à ceux qui sont en première ligne des dérèglements climatiques.

C'est aussi dans cette logique que nous avons voté une aide de 30 millions d'euros pour le Fonds LDN, le fonds Neutralité en matière de dégradation des sols, qui vise à lutter contre la dégradation des sols, au Sahel notamment.

Vous le savez, le président de la République a aussi pris l'engagement de porter à 0,5% du revenu national brut l'aide publique au développement française en 2022.

Mécaniquement, cela conduira à une hausse de nos financements pour le climat. L'AFD, l'Agence française de développement, a désormais pour mandat la mise en oeuvre de l'Accord de Paris, ce qui est une première dans le monde. D'ailleurs, je précise que l'AFD, la Banque publique d'investissement et la Caisse des dépôts et consignations ont également pris l'engagement de mettre un terme à tout soutien aux énergies fossiles./.

(Source : site Internet du Sénat)